

**RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE NATIONALE
AU
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
Ottawa, Ontario
Les 13 et 14 décembre 2023**

Consœurs, confrères et amis,

Permettez-moi de commencer en vous remerciant pour la confiance et le soutien que vous m'avez témoignés, ainsi que pour m'avoir réélue au dernier congrès national. Je suis très honorée de continuer à servir à titre de secrétaire-trésorière nationale. J'anticipe positivement les deux prochaines années de mobilisation des membres et de grandes réalisations du mouvement syndical au Canada et à l'étranger.

Il y a deux ans, je m'étais engagée à veiller sur les ressources du SCFP pour que chaque dépense contribue au bien du syndicat et soit mise au service de nos membres et de leurs communautés. Cet engagement devient particulièrement important et concret à cette période de l'année, celle des choix difficiles pour boucler le budget de l'an prochain. Les discussions se sont multipliées, ces dernières semaines, afin que le budget que je vous présenterai cette semaine réponde à nos priorités. Je tiens à remercier tous ceux et celles qui ont participé à ces riches échanges.

Comme le démontrera la suite de ce rapport, nos membres ont été très actifs depuis notre dernière réunion, en septembre. L'inflation et les décisions des gouvernements compliquent la vie des travailleuses, des travailleurs, des familles et des communautés. On ne devrait pas s'étonner que les membres du SCFP ripostent, ce qui donne lieu à un grand nombre de grèves, de lock-out et de manifestations, mais aussi à de nouvelles conventions collectives qui, souvent, contiennent des gains considérables au chapitre de la rémunération et des conditions de travail.

MARK HANCOCK
National President/Président national

CANDACE RENNICK
National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorière nationale

PATRICK GLOUTNEY, FRED HAHN, JUDY HENLEY, SHERRY HILLIER, KAREN RANALLETTA
General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Ces derniers mois, j'ai eu encore une fois le privilège de rencontrer des centaines de membres sur les lignes de piquetage et de marcher aux côtés de milliers d'autres lors d'événements marquants organisés par nos sections locales et nos partenaires du mouvement syndical et d'ailleurs.

Solidarité avec les sections locales en grève

Section locale 882 : Le 10 octobre, j'ai eu l'honneur de dîner en compagnie d'un autobus bondé de grévistes de la Ville de Prince Albert, membres de la section locale 882. Ces intrépides grévistes ont fait quatre heures de route aller-retour pour participer à une manifestation devant la législature. J'ai été ravie de pouvoir reconnaître leur militantisme. Leur grève a débuté le 11 septembre.

Section locale 53 : Le 15 octobre, au deuxième jour de leur grève, j'ai visité nos membres du SCFP 53 à Whitby, en Ontario, sur la ligne de piquetage. Ces 495 membres du secteur municipal s'opposaient aux demandes de concessions de l'employeur en matière d'horaires et de conciliation travail-famille.

Section locale 1490 : Le 8 novembre dernier, je suis allée à la rencontre des douze membres du SCFP 1490 que le Canton de Black River-Matheson tient en lock-out depuis le 15 octobre. Ces membres luttent contre un employeur qui exige des disparités salariales. Au moment de la rédaction de ce rapport, le conflit se poursuivait, l'employeur devenant de plus en plus hostile et déterminé à vaincre nos membres. Lors de cette visite, j'ai fait un don de 10 000 \$ au nom du SCFP national.

Section locale 2815 : Le 14 novembre, Mark et moi avons visité la ligne de piquetage du SCFP 2815, à Gatineau. Cette section locale représente 214 membres qui ont été mis en lock-out par Pierre Karl Péladeau de Vidéotron. Celui-ci veut réduire ou même retirer de la convention collective les clauses de protection contre la sous-traitance. Il n'y a rien de tel qu'une ligne de piquetage au Québec : c'est toujours bruyant et débordant d'énergie. Lors de cette visite, j'ai fait un don de 10 000 \$ au nom du SCFP national.

Front commun du Québec : Le 22 novembre, j'étais à Montréal avec Mark et les membres du CEN Rory Gill, Stephen Drost, Ashley Clark, Sherry Hillier et Patrick Gloutney pour soutenir 45 000 membres du SCFP répartis dans 37 sections locales représentant les travailleuses et travailleurs du secteur public dans les secteurs de la santé, des services sociaux et de l'éducation. Nous avons visité plusieurs lignes de piquetage et des milliers de membres qui affrontent le gouvernement Legault dans un front commun historique de 420 000 syndiqués et syndiquées du secteur public.

Ces visites sont toujours un moment fort. Notre Caisse nationale de grève est solide et nos membres n'ont pas peur d'exiger plus et mieux pour leur famille et leur communauté. C'est un privilège d'être à leurs côtés, d'appuyer leurs revendications et d'exprimer la force et la solidarité de nos 740 000 membres du SCFP.

Loi antibriseurs de grève

Le 19 septembre, j'étais sur la colline du Parlement avec Mark pour prendre la parole lors d'un rassemblement organisé par des sections locales québécoises sous compétence fédérale pour exiger l'adoption d'une loi antibriseurs de grève.

Le ministre fédéral Seamus O'Regan a prononcé un discours au cours duquel il s'est engagé à déposer un projet de loi avant la fin de l'année. Cet engagement a été bien accueilli par les organisateurs et organisatrices du rassemblement qui militent en faveur d'une telle législation depuis des années et qui subissent les conséquences d'un rapport de force injuste dans les négociations.

Ce projet de loi a été déposé le 9 novembre. Bien qu'il s'agisse d'un pas important dans la bonne direction, le projet de loi, dans sa forme actuelle, prévoit une période d'attente de dix-huit mois avant l'interdiction des briseurs de grève au niveau fédéral. C'est inacceptable pour nos 80 membres du SCFP 2614 (Port de Québec) en lock-out depuis le 15 septembre 2022, comme pour nos 214 membres du SCFP 2815 (Vidéotron) en lock-out depuis le 30 octobre 2023. Nous avons besoin d'une loi musclée et pleinement mise en œuvre dès maintenant ! Nous travaillerons avec le NPD tout au long des audiences du comité pour réclamer les amendements nécessaires.

Contre-manifestation « 1 Million March 4 Children »

Les conservateurs de droite utilisent les minorités et les jeunes marginalisés pour semer la peur dans notre société et susciter des appuis à leurs velléités d'exclusion. Les organisations de la société civile, du mouvement syndical et d'ailleurs ont un rôle fondamental à jouer dans la lutte contre la haine aux côtés de nos amis, amies, collègues, proches et membres de la communauté qui vivent dans la peur et qui sont ostracisés en raison de leur identité de genre. Le 20 septembre, j'étais fière de participer, aux côtés de nombreux membres du CEN, à la contre-manifestation « 1 Million March 4 Children », à Ottawa.

Discours de Zelenskyy lors d'une session conjointe du Parlement

Le 22 septembre, j'étais à la Chambre des communes avec le vice-président du CTC, Larry Rousseau, pour écouter le président Volodymyr Zelenskyy s'adresser au Parlement canadien. Ce fut une occasion très spéciale. Je remercie le NPD de m'avoir invitée.

Manifestation du Front commun

Par un 23 septembre beau et ensoleillé, Mark et moi avons participé à ce qui était sans aucun doute la plus grande manifestation à laquelle j'ai assisté. Nos 45 000 membres du SCFP du secteur public au Québec sont mobilisés dans un front commun multi syndical et provincial historique de 420 000 membres. Le 23 septembre, plus de 100 000 de ces membres et leurs sympathisants et sympathisantes se sont rassemblés à Montréal pour une immense démonstration de leur détermination face au gouvernement Legault. Cette mobilisation massive fait suite à une longue et dévastatrice pandémie de COVID-19 qui a vu le gouvernement du Québec appeler les travailleuses et travailleurs du secteur public, qu'il qualifiait alors d'anges gardiens, à mettre leur santé et leur sécurité en danger pour le bien commun. La COVID-19 étant de plus en plus derrière nous, l'offre du gouvernement du Québec aux anges gardiens est de 10,3 % sur cinq ans, ce qui est nettement insuffisant pour suivre l'inflation. La position de négociation de Legault est absolument honteuse.

Rassemblement pour les soins de santé en Ontario

Le 25 septembre, j'ai été ravie de me joindre aux membres du CEN de l'Ontario, Fred Hahn, Michael Hurley et Yolanda McClean, ainsi qu'à des dizaines de sections locales du SCFP pour une gigantesque manifestation à Queen's Park organisée par la Coalition ontarienne de la santé. Il y avait aussi de nombreux autres syndicats, tous venus en force pour montrer que nous allons lutter ensemble contre la mauvaise gestion du système de santé par le gouvernement Ford et contre les efforts de privatisation de celui-ci.

Conférence du Comité de coordination des travailleuses et travailleurs des soins de santé de l'Ontario (CCTSS) à Windsor

C'était formidable d'être de retour chez moi, avec mon propre secteur, pour prendre la parole devant le CCTSS lors de la soirée d'ouverture de sa conférence annuelle, à Windsor, en Ontario, le 3 octobre. Ce groupe dévoué de militants et militantes du SCFP est le cœur et l'âme du système de santé ontarien, dans les hôpitaux, les soins à domicile, les soins de longue durée, les maisons de retraite, les unités de santé publique et les réseaux locaux d'intégration des services de santé. Il est infatigable dans sa lutte contre la négligence et la privatisation de Doug Ford.

Rassemblement en soutien aux jeunes trans à Regina

Le 10 octobre, j'ai pu me joindre aux membres du CEN Judy Henley, Kent Peterson, Gina McKay et Karen Ranalletta, ainsi qu'à plusieurs membres et employé(e)s, lors de la manifestation organisée devant l'assemblée législative de Regina contre le gouvernement Moe. Le gouvernement conservateur du premier ministre Moe prévoit d'utiliser la clause dérogatoire pour rendre la vie des jeunes transgenres beaucoup moins sûre à l'école. Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées pour lui faire comprendre qu'on ne le laissera pas faire sans se battre.

Souper annuel de l'APBC

Le 5 novembre, j'ai eu le privilège d'assister au gala de retraite des paramédics et des répartitrices et répartiteurs d'urgence de la Colombie-Britannique (APBC). J'ai assisté à cette cérémonie émouvante, tenue dans le cadre du congrès annuel de APBC, en compagnie du ministre provincial de la Santé, de l'ancienne ministre néo-démocrate de la Colombie-Britannique et présidente du SCFP Judy Darcy et du confrère Hancock. L'ABPC excelle dans la reconnaissance de l'importance du travail de ses membres tout en situant ce travail dans le contexte d'un système de santé vital. Ces gens défendent ce service public avec brio. Félicitations au président nouvellement élu, Jason Jackson, et un grand merci au président sortant, Troy Clifford, pour ses années de dévouement et de service.

Congrès de la FTO

C'était vraiment excitant d'être présente, à Toronto, pour l'élection de la dynamique leader du secteur scolaire ontarien, Laura Walton, à la présidence de la Fédération du travail de l'Ontario. J'ai eu l'honneur de proposer la candidature de Laura, qui a déjà démontré qu'elle est capable de battre Doug Ford. Je sais qu'elle rendra les membres du SCFP fiers dans ses nouvelles fonctions et qu'elle saura revitaliser le mouvement syndical ontarien. J'ai également été ravie de pouvoir rendre hommage à Janice Folk-Dawson, membre du SCFP, qui concluait son deuxième mandat à la vice-présidence générale de la FTO. Janice a obtenu l'investiture fédérale du NPD dans sa circonscription natale de Guelph, en Ontario. J'ai hâte de la voir défendre les travailleuses et les travailleurs au Parlement après les prochaines élections !

Pour un milieu syndical sécuritaire

Nous avons récemment publié une offre d'emploi pour doter le Bureau de la prévention du harcèlement sexuel et de la violence fondée sur le genre. Je tiendrai les membres du CEN informés des développements dans le processus d'embauche et des besoins en personnel pour ce bureau.

Je tiens à remercier tous les membres et le personnel qui ont soutenu les nombreuses initiatives pour un milieu syndical sécuritaire mises en place lors de notre récent congrès.

Révision des Règlements de la Caisse nationale de grève

Les 24 février et 6 mars, le Sous-comité du CEN chargé d'examiner les Règlements de la Caisse nationale de grève organisera des forums en ligne afin d'entendre directement les sections locales au sujet des changements éventuels à apporter aux Règlements. Ces commentaires importants seront pris en compte lors de la préparation des recommandations pour la prochaine révision des Règlements de la Caisse nationale de grève.

31^e CONGRÈS BIENNAL

Notre 31^e congrès biennal a réuni plus de 2 300 personnes déléguées, 114 personnes invitées et 450 à 500 employées et employés à Québec, du 23 au 27 octobre. Ce fut un honneur de présenter mon premier rapport au congrès en tant que secrétaire-trésorière nationale et je suis très reconnaissante de la confiance que nos membres m'ont accordée en me reconduisant à ce poste pour deux autres années.

Notre congrès du 60^e anniversaire a été un grand succès. Les personnes déléguées ont adopté le document d'orientation stratégique qui façonnera notre syndicat au cours des deux prochaines années, ainsi que sept amendements statutaires et vingt résolutions qui en couvrent neuf autres. La semaine nous a offert de nombreuses occasions de souligner l'excellent travail accompli par les sections locales du SCFP et par les militantes et militants qui en font tant pour nos membres au quotidien.

Plusieurs initiatives ont été planifiées pour créer un milieu sécuritaire pendant notre congrès national. L'objectif était d'amorcer un changement dans notre culture et d'inspirer les sections locales à prendre des mesures dans leurs milieux syndicaux. Les délégués ont été invités à s'engager à respecter le Code de conduite et l'Énoncé sur l'égalité et à donner le meilleur d'eux-mêmes au congrès. Nous avons proposé quatre sessions de formation sur l'intervention en cas de harcèlement auxquelles ont participé plus de 200 personnes. Nous avons également proposé un programme de accompagnement sécuritaire pour les personnes séjournant dans des hôtels situés à distance de marche du centre des congrès. Ces initiatives ont généré de nombreux commentaires positifs de la part des délégués, et je remercie sincèrement le personnel qui a rendu tout cela possible et en a fait un succès.

Enfin, ce congrès a été riche en témoignages de grands combats, d'actions politiques et de victoires, au Canada comme à l'étranger. Il y avait de quoi inspirer tout un chacun. Nous avons eu le privilège d'entendre Bea Bruske et Jagmeet Singh, nos amis et partenaires du CTC et du NPD. Et n'oublions pas l'apport d'amis et d'alliés d'un peu partout : Berenice Celeita Alayon de l'Association pour la recherche et l'action sociale en Colombie, Raymond Basilio de l'Alliance of Concerned Teachers des Philippines, Jean Bonald Golinsky Fatal de la Confédération haïtienne des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé, Arisleidy Hidalgo Leyva du Syndicat national des travailleurs et travailleuses de l'administration publique de Cuba, Leocadio Juracan Salome du Comité paysan des hautes terres du Guatemala, Gurdeep Pandher du Yukon, Gauri Sreenivasan du Conseil canadien pour les réfugiés et Jessica Weinstein, notre partenaire de l'American Federation of State, County and Municipal Employees.

Bien que j'aie déjà participé à de nombreux congrès nationaux, celui-ci avait une signification particulière pour moi, puisque c'était mon premier à titre de secrétaire-trésorière nationale, avec toutes les responsabilités que cela implique. Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont participé à l'organisation de cet événement et à la résolution de toutes ses complexités logistiques. Votre travail a rendu le congrès et les semaines qui l'ont précédé beaucoup plus faciles pour moi. Je l'apprécie beaucoup.

BUDGET 2024

Avec le personnel de mon bureau et celui de la Direction des finances et de l'administration, j'ai travaillé pour finaliser la proposition de budget pour 2024. Je suis très fière du travail que nous avons accompli pour préparer le budget qui sera présenté au CEN. Ce budget est créatif, progressif et tourné vers l'avenir. Il représente un investissement historique dans les services que nous offrons et dans notre travail d'action politique. Je suis fière de soumettre ce budget à l'approbation du CEN.

ÉTATS FINANCIERS DU TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2023

CAISSE GÉNÉRALE

État de la situation financière

Actif : L'actif total de la Caisse générale au 30 septembre 2023 était de 385,6 millions de dollars, comparativement à 363,3 millions de dollars au 31 décembre 2022 et à 348,3 millions de dollars au 30 septembre 2022.

Le solde bancaire au 30 septembre 2023 était de 18,5 millions de dollars, en baisse de 5,5 millions de dollars comparativement au solde du 31 décembre 2022. Le solde bancaire inclut diverses réserves de liquidités internes destinées au congrès de 2023, aux prestations de retraite, au financement des avantages sociaux futurs, à l'entretien des propriétés et au Fonds pour les édifices régionaux.

Passif : Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 327,1 millions de dollars au 30 septembre 2023, comparativement à 316,4 millions de dollars au 31 décembre 2022 et à 299,7 millions de dollars au 30 septembre 2022.

Avantages sociaux futurs : Au 31 décembre 2022, le SCFP avait inscrit le total du passif de 249,6 millions de dollars au bilan et avait atteint l'objectif de la feuille de route pour les avantages sociaux futurs fixé en 2005. Depuis, nous avons continué à inscrire les dépenses en fonction du budget au cours des neuf premiers mois de l'année. Au 30 septembre 2023, le passif enregistré pour les avantages sociaux futurs s'élève à 262,5 millions de dollars.

Solde de la Caisse : Le solde de la Caisse au 30 septembre 2023 se situait à 58,5 millions de dollars, dont un total de 3,7 millions de dollars est affecté comme suit : 1,2 million de dollars à la Caisse de participation aux congrès et activités nationales et 2,4 millions de dollars au Fonds pour les édifices régionaux. Avec ce qui reste du solde, nous avons investi 70,1 millions de dollars dans les immobilisations, ce qui laisse un solde non affecté négatif de 15,2 millions de dollars.

En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est affecté, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour les immobilisations.

État des résultats

Le surplus d'exploitation pour le cumul de l'année s'élève à 11,7 millions de dollars, comparativement à un déficit prévu de 4,6 millions de dollars.

Revenus : Les revenus de capitation dépassent le budget de 14 millions de dollars et les revenus totaux dépassent le budget de 17,5 millions de dollars.

Dépenses : Les dépenses totales dépassent le budget de 1,2 million de dollars.

Les salaires sont supérieurs au budget de 503 000 \$, les avantages sociaux courants sont supérieurs au budget de 1,2 million de dollars et les avantages sociaux futurs, excluant la provision pour ajouter les gains et pertes des placements au passif, sont supérieurs au budget de 811 000 \$. Les salaires des directeurs, directrices et personnes conseillères sont supérieurs au budget de 0,6 % (325 000 \$), et ceux du personnel administratif et technique sont supérieurs au budget de 2,9 % (288 000 \$). Les salaires du personnel de bureau sont inférieurs au budget de 0,3 % (46 000 \$). Les remplacements de vacances sont inférieurs au budget de 4,2 % (66 000 \$).

Dépenses de fonctionnement

De façon cumulative, les autres dépenses de fonctionnement, incluant les programmes, sont inférieures au budget de 2,6 millions de dollars. Voici quelques éléments significatifs :

1. Les dépenses des programmes des directions nationales sont inférieures au budget de 1,4 million de dollars, ce qui est dû surtout au moment où elles ont été engagées.
2. Les dépenses consacrées à l'orientation stratégique sont inférieures au budget de 1,4 million de dollars jusqu'à maintenant cette année.
3. Les coûts fixes de dotation en personnel sont inférieurs au budget de 770 000 \$, en grande partie parce que les déplacements en véhicule ont diminué jusqu'à maintenant cette année.
4. Par contre, les frais de voyage dépassent le budget de 1,8 million de dollars principalement en raison de la reprise des voyages d'affaires en cette ère post-COVID.

CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE

État de la situation financière

Actif : Au 30 septembre 2023, l'actif total s'élevait à 31,9 millions de dollars, comparativement à 28,1 millions de dollars au 31 décembre 2022. Le solde au 30 septembre 2023 était de 4,9 millions de dollars, en baisse de 1,1 million de dollars par rapport au 31 décembre 2022. En outre, nous avons des placements totalisant 24,8 millions de dollars au 30 septembre 2023, en hausse de 5,3 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2022.

Passif : Nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 712 000 \$ au 30 septembre 2023, comparativement à 2,1 millions de dollars au 31 décembre 2022. Nous avons aussi un passif de 12,4 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, ce qui représente une augmentation de 2,2 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2022. Enfin, nous devons 242 000 \$ à la Caisse générale au 30 septembre 2023.

Solde de la caisse : Au 30 septembre 2023, le solde de la caisse s'établissait à 18,5 millions de dollars, comparativement à 15,4 millions de dollars au 31 décembre 2022.

État des résultats

Au 30 septembre 2023, la Caisse nationale de défense dispose d'un excédent de 3,2 millions de dollars.

Revenus : Le total des recettes au 30 septembre s'élevait à 12,4 millions de dollars.

Dépenses : Les dépenses totales pour les neuf mois se terminant le 30 septembre étaient de 9,2 millions de dollars et se répartissaient comme suit :

Campagnes à frais partagés : le Conseil exécutif national a approuvé un total de 4,2 millions de dollars en campagnes à frais partagés, sur un budget annuel de 4,9 millions de dollars. Nous avons récupéré 1,5 million de dollars en fonds inutilisés de campagnes à frais partagés des années précédentes qui ont été clôturées dans la première moitié de l'année.

Grandes campagnes de recrutement : les dépenses s'élevaient à 2 921 393 \$ sur un budget annuel de 4,575 millions de dollars.

Initiatives nationales en matière de stratégie : les dépenses s'élevaient à 1 683 454 \$ sur un budget annuel de 2,85 millions de dollars.

Initiatives régionales en matière de stratégie : les dépenses s'élevaient à 442 894 \$ sur un budget annuel de 2,45 millions de dollars.

CAISSE NATIONALE DE GRÈVE

État de la situation financière

Actif : L'actif total de la Caisse nationale de grève au 30 septembre 2023 s'élevait à 131,3 millions de dollars, en baisse de 4,2 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2022. Cet actif se composait de 8,2 millions de dollars en liquidités, de 2,1 millions de dollars en capitation à recevoir et de 118,7 millions de dollars en placements.

Passif : Nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer totalisant 2,1 millions de dollars et un montant de 15 000 \$ dû à la Caisse nationale de défense.

Solde de la caisse : Au 30 septembre 2023, le solde de la caisse s'établissait à 129,1 millions de dollars, comparativement à 130,6 millions de dollars au 31 décembre 2022.

État des résultats

En septembre 2023, la caisse affichait un déficit de fonctionnement de 1 million de dollars et des pertes non réalisées de 430 000 \$, ce qui portait le déficit net à 1,4 million de dollars.

Revenus : Le total des recettes, y compris les revenus d'investissement réalisés, s'élevait à 13,1 millions de dollars.

Dépenses : Les dépenses totales au 30 septembre étaient de 14,1 millions de dollars et se répartissaient comme suit :

Dépenses consacrées aux grèves :	10 585 615 \$
Dépenses pour éviter une grève :	2 466 136 \$
Frais juridiques et d'arbitrage :	433,846 \$
Contestations judiciaires concernant les droits de négociation :	600 000 \$

GRÈVES ET LOCK-OUTS AU COURS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2023

Les membres du SCFP exigent plus et mieux partout au pays. Au cours du troisième trimestre, les sections locales suivantes ont été en grève ou en lock-out :

N.-B.: section locale 486, Ville de Saint John

QC : section locale 5454, Société québécoise du cannabis

QC : section locale 2614, Société des arrimeurs du Québec (lock-out)

QC : section locale 301, Ville de Westmount

ON : section locale 905, Bibliothèque municipale de Bradford West Gwillimbury

ON : section locale 3314, Santé publique Hastings Prince Edward

ON : section locale 71, Ville de Cochrane
ON : section locale 2577, Services à la famille et à l'enfance de Lanark
SK : section locale 882, Municipalité de Prince Albert
C.-B. : section locale 561, First Canada ULC

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS POUR LE TRIMESTRE EN COURS (T4)

Au moment de la rédaction de ce rapport, les sections locales suivantes étaient ou avaient été en grève ou en lock-out au cours du présent trimestre :

Section locale 486 (N.-B.), Ville de Saint John, 140 cols blancs en grève à partir du 12 septembre 2023, entente le 9 octobre 2023.

Section locale 5454 (Qc), Société québécoise du cannabis, 150 membres en grève à partir du 17 mai 2022, entente le 13 novembre 2023.

Section locale 2614 (Qc), Société des arrimeurs du Québec (débardeurs et débardeuses), 81 membres en lock-out depuis le 15 septembre 2022.

Section locale 2815 (Qc), Vidéotron, 214 membres en lock-out depuis le 30 octobre 2023.

Section locale 4545 (Qc), Ville de Laval, 850 cols bleus en grève d'une journée le 7 novembre 2023.

Section locale 1573 (Qc), Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, 48 membres en grève d'une journée le 10 novembre 2023.

Sections locales du secteur public (Qc), 45 000 membres en grève les 6, 21, 22 et 23 novembre et du 8 au 14 décembre 2023 :

Section locale 311, CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue, 1 280 membres

Section locale 899, CRSSS de la Baie-James, 300 membres

Section locale 1108, CHUQ, 2 000 membres

Section locale 1878, Institut Nazareth et Louis-Braille, 33 membres

Section locale 2115, Centre Miriam, 70 membres

Section locale 2442, Centre d'accueil Saint-Joseph-de-Lévis, 130 membres

Section locale 2718, Centre de la jeunesse Batshaw, 290 membres

Section locale 2881, CIUSSS de l'Ouest de l'île de Montréal, 3 500 membres

Section locale 2960, Institut Philippe-Pinel, 680 membres

Section locale 3161, Centre d'hébergement et de soins de longue durée Heather, 125 membres

Section locale 3247, CISSS de la Montérégie Ouest, 5 700 membres

Section locale 3300, Institut universitaire de cardiologie et pneumologie de Québec, 1 040 membres

Section locale 4475, CIUSS de l'Estrie, 5 700 membres

Section locale 4628, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, 2 800 membres

Section locale 5007, CISSS du Bas-Saint-Laurent, 2 150 membres

Section locale 5087, Centre de santé Tulattavik de l'Ungava, 60 membres

Section locale 5425, CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, 2 300 membres

Section locale 3280, CSS des Grandes Seigneuries, 1 900 membres

Section locale 4296, CSS de la Seigneurie-des-Mille-Îles, 280 membres

Section locale 1821, CSS de Laval, 360 membres

Section locale 317, CSS de Rouyn-Noranda, 250 membres

Section locale 1366, CSS de l'Or-et-des-Bois, 375 membres

Section locale 2057, CSS des Affluents, 2 650 membres

Section locale 1993, CÉGEP Marie-Victorin, 125 membres

Section locale 2244, Collège de Valleyfield, 135 membres

Section locale 5222, CSS de Laval, des Affluents et de la Seigneurie-des-Milles-Îles, 1 050 membres.

Section locale 1911, CSS du Lac-Témiscamingue, 130 membres

Section locale 1538, CSS Marie-Victorin, 280 membres

Section locale 2222, CSS de la Pointe-de-l'Île, 300 membres

Section locale 1296, CSS de la Capitale, 1 900 membres

Section locale 1208, CSS Marguerite-Bourgeoys, 450 membres

Section locale 1412, Collège Maisonneuve, 160 membres

Section locale 1340, CSS de Portneuf, 380 membres

Section locale 1105, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 145 membres

Section locale 1365, CSS de la Baie-James, 190 membres

Section locale 3259, CSS de Saint-Hyacinthe, 1 100 membres

Section locale 1679, CSS Rivière-du-Nord, 210 membres

Section locale 905 (Ont.), Bibliothèque municipale de Bradford West Gwillimbury, 36 membres en grève depuis le 21 juillet 2023. La grève a pris fin le 4 octobre 2023, lorsque la CRTO a ordonné l'arbitrage de la première convention collective.

Section locale 3314 (Ont.), Santé publique Hastings Prince Edward, 70 travailleurs et travailleuses de la santé publique en grève à partir du 22 septembre 2023, entente le 4 octobre 2023.

Section locale 53 (Ont.), Ville de Whitby, 495 membres en grève à partir du 14 octobre 2023, entente le 14 novembre 2023.

Section locale 1490 (Ont.), Ville de Black River-Matheson, 12 membres en lock-out depuis le 15 octobre 2023.

Section locale 136 (Ont.), Ville d'Oakville, 250 membres en grève à partir du 2 novembre 2023, entente le 10 novembre 2023.

Section locale 882 (Sask.), Municipalité de Prince Albert, 100 membres en grève depuis le 11 septembre 2023. Une entente de principe a été ratifiée par les membres le 1^{er} décembre 2023. Le vote de ratification de l'employeur est prévu pour le 11 décembre. Le syndicat demeure en grève d'ici là.

RETARDS DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATIONS

Pour le trimestre terminé en septembre 2023, le total de la capitation en retard était de 8 617 430 \$, soit une augmentation de 247 429 \$ ou 2,96 % par rapport au trimestre précédent terminé en juin 2023. Le total des arrérages a diminué de 25,3 % par rapport à septembre 2022. En moyenne, l'arrérage par membre s'élève à 11,93 \$, en baisse par rapport à 16,58 \$ en septembre 2022. Cette moyenne est calculée sur la base d'une moyenne sur douze mois de 722 183 membres au 31 décembre 2022.

RAPPORT SUR L'INFORMATIQUE

Améliorations du Système de gestion des relations avec les membres (SGRM)

L'équipe de développement informatique continue à se concentrer sur l'amélioration du module d'information sur les sections locales (ISL) du SGRM; elle conçoit et construit de nouvelles capacités de production de rapports, y compris des rapports analytiques. La sortie de ces nouvelles améliorations est provisoirement prévue au premier trimestre de 2024.

Nous sommes à implémenter des améliorations au module Événements du SGRM, en fonction des observations et des leçons tirées du récent congrès national à Québec.

L'équipe de développement informatique met également en œuvre les améliorations identifiées par le Service de l'éducation syndicale, avec une sortie prévue pour la fin novembre.

Remplacement du système comptable

Notre système de comptabilité nous sert depuis près de vingt ans. Il est maintenant très désuet. Microsoft a également annoncé qu'elle cessera bientôt de le prendre en charge.

Nous passons à un système appelé Dynamics 365 Finance and Operations (F&O). Le projet de mise en œuvre de Dynamics 365 F&O est bien avancé, avec une mise en œuvre prévue au deuxième trimestre de 2024.

Remplacement du système de capitation (qui sera rebaptisé LRS, Local Remittance System)

Le système de capitation actuel, développé à l'interne, sert bien le SCFP depuis plus de dix ans. Il faut le remplacer, en raison de défis liés à la satisfaction des nouvelles exigences et de l'obsolescence technologique. Le système de capitation chevauche en partie le système comptable, et étant donné que le remplacement du système comptable du SCFP est en cours, nous profiterons de cette occasion pour créer une intégration plus automatisée entre les deux nouveaux systèmes.

Le projet de mise en œuvre du nouveau LRS avance bien. Celle-ci est prévue pour le deuxième trimestre de 2024, en même temps que le nouveau système comptable.

Avanti

L'équipe des ressources humaines travaille à la finalisation du questionnaire destiné à recueillir les données d'auto-identification des employés et employées pour la diversité, l'équité et l'inclusion. Ce questionnaire sera ensuite ajouté à Avanti.

L'équipe s'efforce de permettre aux employés et employées de consulter leur solde de vacances via le libre-service Avanti afin de pouvoir abandonner les relevés de vacances annuels. Cela a été mis en œuvre en novembre 2023.

Solution de gestion de l'information (GI) : DocsSCFP

La mise en œuvre de DocsSCFP au bureau national est terminée. Depuis le début du déploiement, plus de 172 membres du personnel ont été formés (sur Teams et SharePoint) pour l'utiliser.

Le flux de travail du SCFP peut désormais être rationalisé, puisque les utilisatrices et utilisateurs peuvent filtrer et trier rapidement les documents selon leurs types et simplifier la récupération de documents spécifiques.

En outre, on a jeté les bases du calendrier de conservation et d'élimination des fichiers électroniques du SCFP, qui permettra de gérer le cycle de vie du contenu. L'équipe du projet espère lancer cette fonctionnalité d'ici la fin de 2023.

L'équipe travaille aussi sur d'autres projets connexes, comme Teams pour les groupes de direction du SCFP et du matériel de formation pour tout le personnel.

La prochaine phase pour l'équipe DocsSCFP consiste à poursuivre les discussions et la planification du déploiement dans les régions, qui devrait commencer fin 2023 et se poursuivre en 2024, jusqu'à ce que toutes les régions utilisent DocsSCFP.

Infrastructure et sécurité informatique

Nous avons revampé le parc vieillissant d'imprimantes-photocopieurs multifonctions Xerox. Nous avons diminué le nombre d'appareils, étant donné que le volume d'impressions, de photocopies et de numérisations a tendance à diminuer en raison de la croissance du télétravail.

Le SCFP commencera à travailler avec une nouvelle solution de sensibilisation à la cybersécurité appelée Safe Titan. Nous entamerons une formation annuelle obligatoire de sensibilisation à la cybersécurité pour tous les utilisateurs et utilisatrices d'ici la fin de l'année. Cette formation permet à l'équipe de l'informatique d'équiper le personnel d'une bonne compréhension de l'hameçonnage, des rançongiciels et des diverses cybermenaces, afin de reconnaître ces menaces et d'y répondre. Face à la menace croissante des failles de sécurité, il est impératif que tout le monde au SCFP soit vigilant. La formation annuelle du personnel est une condition de notre police d'assurance cybersécurité.

Les virus et les logiciels malveillants ciblent maintenant aussi les téléphones intelligents. Nous avons déployé une solution anti-logiciel malveillant pour les téléphones intelligents du personnel.

Le service informatique s'affaire à mettre à l'essai des options biométriques pour renforcer l'authentification, ainsi que des procédures de mot de passe simplifiées. Ceci, ainsi que le déploiement d'un programme annuel de sensibilisation à la cybersécurité, vise à protéger les investissements informatiques du SCFP contre les cybermenaces.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Nous sommes à mettre en œuvre une nouvelle conception de base de nos bureaux qui s'aligne sur les environnements de travail post-COVID et qui répondra mieux à nos besoins opérationnels. L'équipe de gestion des propriétés entamera le déploiement de cette nouvelle conception en 2024, à mesure que nous déménagerons des bureaux loués et que nous rénoverons des bâtisses dont nous sommes propriétaires.

Au cours du présent trimestre, nous avons obtenu de nouveaux baux à Edmonton et à Regina, et nous avons renouvelé des baux à Niagara et à Lethbridge. Nous examinons diverses options concernant les baux arrivant à échéance à St. John's, Sydney, Kitchener, Peterborough, Pembroke et Grande Prairie.

Nous poursuivons des projets d'améliorations locatives à Sudbury, New Glasgow et Victoria, ainsi que des travaux d'agrandissement au bureau régional du Manitoba. Nous avons récemment terminé des améliorations locatives à Oshawa et à Dauphin.

Nous effectuons aussi des investissements en capital dans plusieurs de nos propriétés, notamment une mise à niveau majeure du système CVC et des réparations extérieures majeures au bureau de l'Ontario, sans oublier de nombreuses mises à niveau des systèmes de sécurité dans l'ensemble de nos propriétés.

ADMINISTRATION DES RETRAITES

Le Conseil de fiducie mixte tiendra sa dernière réunion de l'année les 6 et 7 décembre. Les fiduciaires discuteront, entre autres, des hypothèses et des méthodes pour l'évaluation actuarielle du RRES au 1^{er} janvier 2024. En outre, ils et elles rencontreront les gestionnaires de placements du régime dans le but principal d'examiner les activités de placement de l'année et les stratégies pour l'année à venir.

Au 1^{er} janvier 2023, le ratio de solvabilité au marché était de 93,6 %, après prise en compte de l'indexation de 2023. Au 1^{er} septembre 2023, le ratio projeté a augmenté pour atteindre 95,7 %.

Encore une fois cette année, nous avons offert les séminaires de planification de la retraite sur Zoom. Il y en a eu le 1^{er} octobre et les 18, 25 et 28 novembre. Ces séminaires donnent de l'information sur les aspects psychologiques du départ à la retraite, un aperçu du RRES et des programmes de retraite gouvernementaux, ainsi que de l'information sur la planification financière.

Le numéro d'automne 2023 du bulletin d'information du RRES sera distribué aux participantes et participants en décembre; il sera aussi disponible sur le site Web du RRES au www.cepp.ca.

Départs à la retraite

Jean-Guy Simard, Bureau du Québec, 1^{er} septembre 2023

Nicole C. Monahan, Service de l'administration, 1^{er} septembre 2023

Daniel S. Scheibli, Bureau régional d'Oshawa, 1^{er} décembre 2023

Custodio J. Oliveira, Bureau régional de Hamilton, 1^{er} décembre 2023

Carmelle Chartier, Bureau du Manitoba, 1^{er} janvier 2024

Terri A. Nolan, Bureau régional de Peterborough, 1^{er} janvier 2024

Deborah M. Mihial, Bureau de la Saskatchewan, 1^{er} janvier 2024

Walter Devoe, Bureau de l'Ontario, 1^{er} février 2024

Heather L. Farrow, Service de la recherche, de l'évaluation des emplois et de la santé-sécurité, 1^{er} février 2024

Holly E. Bruns, Service de la recherche, de l'évaluation des emplois et de la santé-sécurité, 1^{er} février 2024

Manon Lajoie, Service des communications, 1^{er} février 2024

Daniel G. Bernier, Bureau du Québec, 1^{er} février 2024

Alex W. Lenko, Bureau de la Saskatchewan, 1^{er} février 2024

Gayle D. Bunch, Bureau de l'Alberta, 1^{er} février 2024

Daniel Gawthrop, Bureau de la Colombie-Britannique, 1^{er} février 2024

Suzanne Savage, Service de l'informatique, 1^{er} mars 2024

Suzanne G. Hotson, Service de la recherche, de l'évaluation des emplois et de la santé-sécurité, 1^{er} mars 2024

France Pitre, Bureau régional de Québec, 1^{er} avril 2024

CONCLUSION

L'année touche déjà à sa fin. J'espère que la période des Fêtes sera reposante, afin que nous soyons toutes et tous prêts à relever les nombreux défis que 2024 nous réserve. Ce sera une année importante pour les progressistes. Nos membres continueront de se battre pour obtenir de meilleurs contrats, et de nombreux gouvernements continueront de leur mettre des bâtons dans les roues. Des élections fédérales se profilent, dont les conséquences pourraient être profondes et durables pour le mouvement syndical, nos communautés et notre société. L'actualité internationale — guerres, élection de gouvernements d'extrême droite, recours croissant à une rhétorique d'intolérance, de haine et de violence — a de quoi troubler et alimenter un sentiment d'urgence dans nos travaux. Le mouvement syndical doit être un chef de file dans la lutte pour la justice et contre la haine et l'intolérance. Et le SCFP doit être un chef de file du mouvement syndical.

Beaucoup de travail nous attend. Je vous souhaite des fêtes de fin d'année joyeuses et reposantes, ainsi qu'une année 2024 riche en rebondissements.

Le tout respectueusement présenté par :



CANDACE RENNICK
Secrétaire-trésorière nationale

:nf/sec